

GOUVERNANCE DES UNIVERSITES : DE LA MASSIFICATION A LA DIVERSIFICATION, TRANSFORMER UNE FAIBLESSE EN UNE FORCE

Arezki **DERGUINI** *

Dans cette contribution, je voudrai soutenir que traversant les débuts d'une phase de massification de l'ES, il nous faut préparer la seconde de diversification qui va arriver très rapidement avec le chômage massif des diplômés, en organisant un espace régional de l'enseignement supérieur où grâce à une nouvelle division du travail nous serons en mesure d'engager la construction d'une hiérarchie du savoir et d'une offre internationale de savoir.

La gouvernance de l'Enseignement Supérieur met en jeu les institutions qui coopèrent pour le gérer. Elles peuvent aller des collectivités locales aux institutions internationales. Mais parler de gouvernance c'est aussi parler d'un état institutionnel qui renvoie à des rapports fondamentaux, comme ceux anthropologiques qui définissent les rapports entre individu, collectif et société globale ou comme ceux qui renvoient à une division sociale du travail (les rapports de classe, les technologies) et participent donc d'une structure sociale. La gouvernance s'appuiera donc sur une structure sociale, des dispositions sociales, des institutions pour se confronter à des tendances réelles du monde pour définir une politique, ses moyens et ses fins.

Ce qu'apporte cette notion c'est qu'elle peut s'appliquer indifféremment à une entreprise marchande, à une institution qui produit un service public ou à un Etat qui délègue son autorité et renvoyer à une théorie de l'agence qui oppose le mandant et le mandaté, le gestionnaire et l'actionnaire, en se référant à un certain nombre de normes du nouveau management public : degré d'organisation, efficience, transparence, participation et partage de responsabilités. Ce qui peut permettre la mise en question de l'université en tant qu'institution, avec ses soubassements et son inscription institutionnelle.

* Chargé de cours – université de Sétif

Selon un collectif de réseaux étudiants et enseignants européens, Réseau Europe, dans leur document « La marchandisation du savoir : Processus de Bologne et Stratégie de Lisbonne »²⁰, les réformes déclinées au niveau national dans toute l'Europe, auraient pour objectifs : 1) de mettre davantage les institutions publiques productrices de savoir et « capital humain » au service des entreprises ; 2) de les ouvrir aux financements privés pour peser sur les choix publics ; 3) de mettre en place des méthodes managériales pour affaiblir l'autonomie du corps universitaire ; 4) d'augmenter les droits d'inscription pour endetter les étudiants, les mettre à l'école de la « rationalité économique » et 5) de poursuivre une politique de brevetage, une guerre contre le partage et la diffusion du savoir.

Ce qui manque à ce recensement de tendances, c'est en même temps qu'il considère un certain nombre de choses comme données qui ne le sont pas pour nous, il ignore ce vers quoi elles tendent tout ensemble et ce qu'elles peuvent signifier pour le monde. En même temps qu'eurocentrée, cette approche ne prend pas en compte les questions d'une transformation de la division industrielle internationale du travail et de l'industrialisation des services. Je commencerai ainsi par considérer ce qui nous distingue. La globalisation de l'enseignement supérieur, sa gouvernance impliquant diverses institutions internationales est confrontée chez nous à un état particulier. Elle risque d'être pilotée de l'extérieur si une réponse adéquate n'est pas produite.

1. Gouvernance et anthropologie comparée

Nous allons commencer par commenter une citation qui a le mérite de montrer que l'enseignement supérieur est un champ de luttes à l'échelle mondiale entre diverses conceptions du monde et de la société. Lors d'un Colloque international tenu à Paris VIII du 11 au 14 mai 2009, « Les universités au temps de la mondialisation et de la compétition pour l'excellence », dans une conférence intitulée « Mondialisation et internationalisation des activités universitaires », la professeure Lise Bessette, de l'UQAM (Canada) affirmait :

« Rappelons que pour les Friedrich von Hayek (1944), Weaver (1948), Kirk (1953), Strauss (1953) et Friedman (1962), la propriété privée de tous les moyens de production et la privatisation de tous

²⁰ Disponible à l'adresse suivante <http://www.collectif-papera.org/spip.php?article607>

ceux appartenant à l'État, y compris l'éducation, est indispensable. Ces adeptes du néo-libéralisme considèrent qu'être libre, c'est être libre de l'ingérence de l'État qui doit essentiellement se limiter à fixer le cadre permettant le libre jeu du marché. C'est à ce dernier que revient la répartition des ressources, l'investissement et le travail en laissant aux organismes caritatifs les soins de remplacer les programmes publics à l'intention des personnes défavorisées.

Dans cette foulée, la mondialisation et l'internationalisation des activités universitaires ont conduit à la marchandisation de l'éducation.»

Deux types de problèmes sont juxtaposés dans le passage précédent : un problème (le second) qui renvoie le rapport de la division du travail à l'étendue du marché, à la manière de l'économie politique, il pourrait convoquer pour moi des auteurs comme Adam Smith, Fernand Braudel et Karl Polanyi, et un autre beaucoup plus large (le premier) qui renvoie à la configuration des rapports entre individus, groupes, société globale et Etat, à la manière de la philosophie politique, celui-ci convoquerait des philosophes, tels Locke et Hume pour le monde anglo-saxon. *Ce que je veux tout d'abord relever, et qui va justifier ma démarche, c'est que pour une société donnée, une certaine économie politique est solidaire d'une certaine philosophie politique, donc dès lors que l'approche devient internationale, il convient de ne pas oublier, quand nous comparons les termes de manière séparée, que nous sommes en présence de différents blocs philosophico-économico-politiques.* La participation au débat mondial, son approfondissement, devraient permettre d'aboutir à une représentation moins occidentale, plus équilibrée des choses. Car le débat tel qu'il nous apparaît à l'heure actuelle et tel que le restitue une institution des nations unies comme l'UNESCO par exemple, nous apparaît davantage comme un point de vue occidental adapté aux préoccupations du reste du monde, *un point de vue occidental décontextualisé*, qu'un débat entre une pluralité de points de vue qui vise à ménager un espace où chacun pourrait se déployer, se donner à voir aux autres.

On ne sait pas, dans la foulée de l'auteure citée, comment la mondialisation et l'internationalisation sont arrivées. Elle souligne seulement que la marchandisation de l'éducation est venue après

elles²¹, suggérant dans le même mouvement qu'elle est venue d'ailleurs et pourquoi pas, qu'elle est étrangère aux « croyances locales ». Ce qui est mis en rapport dans ce passage ce sont comme des croyances et une dynamique économique historique mondiale, minorée et déconnectée d'une dynamique locale. De là à imputer la marchandisation à une croyance libérale, à une philosophie politique, il n'y a qu'un pas que l'auteure ne fait pas mais suggère fortement. Car la consistance de la mondialisation ici sous entendue se révèle très faible par rapport à cette même philosophie politique dans la détermination de cette marchandisation.

Je ne pense pas qu'il puisse être correct d'imputer, tout du moins totalement, la marchandisation à une croyance subjective fusse-t-elle libérale car se poserait alors la question de savoir pourquoi la marchandisation a-t-elle attendu aujourd'hui. Ce qui est plus sûr et que l'on sait depuis Adam Smith, c'est que la marchandisation progresse avec un approfondissement de la division du travail concomitant à une extension du marché, associé à une privatisation de la production, du fait de l'intérêt et de la capacité des producteurs à s'établir de manière indépendante. Et depuis moins longtemps, de manière un peu plus précise avec O. Williamson et d'autres, en fonction des coûts de transaction qui décident quelle institution est plus performante pour gérer une activité. En rapportant la marchandisation de l'éducation à une doctrine néo-libérale, et en la contestant, l'auteure suggère que la gestion marchande de l'éducation n'a ni intérêt économique et social, ni n'est une manière possible de faire, peut être la meilleure. Elle laisse penser aussi que les choses pourraient être différentes avec une autre doctrine, que le rapport marchand à l'éducation n'est peut être le plus indiqué que pour une partie de la société (les marchands) mais pas pour l'ensemble. Donc elle ne distingue pas entre un possible objectif (industrialisation des services) et des manières singulières de faire (bloc philosophico-économico-politique contextualisé), entre une opportunité et un choix, en même temps qu'elle ne rend pas compte de ce qui rend possible l'appropriation marchande. Choses qui nous auraient permis de ne pas

²¹ Un exemple concret peut venir à l'esprit, celui de l'Australie qui a adopté, depuis les années soixante-dix quatre-vingt, une stratégie d'exportation de services d'enseignement supérieur.

rapporter son opposition à une philosophie politique distincte de celle néolibérale.

Je conviendrais donc avec l'auteur de l'importance de la distinction qu'elle fait entre ce qui relève d'une croyance, d'une démarche sociale globale et ce qui relève d'une performance réelle précise. Je n'opposerais donc pas la croyance à la vérité. Je ne la considérerai pas comme quelque chose qui court-circuite la pensée, mais comme une réalité d'un autre type qui se confronte continuellement au réel mesurable de l'expérience, elle même produite en vérité par cette même expérience du réel comme une de ses composantes. Pour user d'une métaphore, je pourrais dire que « la croyance est ce qui reste quand on croit avoir tout oublié ». Elle est la source des hypothèses de nos expérimentations. Elle est aussi ce qui peut avoir tendance à s'abstraire de l'expérience, à se désincarner, à acquérir une existence autonome, à devenir « pensée en soi ». Il n'y a donc pas une croyance mais des croyances qui renvoient à leur mode de production et de reproduction. Celle vivante que nous retenons comme étant positive, est celle qui est une composante de l'expérience, y a acquis une autonomie qui en fait comme le noyau de la pensée, pour user d'une autre métaphore. Ce qui explique à la fois son origine mais aussi tous les rapports qu'elle peut avoir avec cette origine. J'ajouterai aussi par conséquent qu'une société qui ne prend pas soin de ses croyances, ignore ses croyances réelles, est une société « mécréante », désenchantée ou possédée qui s'ignore et s'abandonne à des croyances étranges, telle une société séparée de sa mémoire, sans volonté propre, incapable d'avoir une économie cohérente de ses pratiques. Cohérente donc avec ses croyances, des croyances soumises à une continuelle expérimentation. *Il faut cesser d'associer croyances avec « révélation », dans le sens de provenance externe à l'expérience et au surplus désincarnée.* Car pour les chercheurs les hypothèses qu'ils engagent procèdent de croyances, d'hypothèses sur le monde. Qu'ils puissent considérer que ces croyances sont d'un autre ordre que celles de l'homme religieux, n'y changent pas grande chose. Ce qui est toujours en jeu, c'est un saut entre le connu et l'inconnu qui sera certes comblé mais pour découvrir de nouvelles béances. De saut en saut, la ligne ainsi parcourue pourrait se montrer révélatrice de soi-même et du monde parcouru.

Je me garderai donc d'établir un lien fort de causalité entre la marchandisation et la philosophie politique néo-libérale, même si les

tenants de celle-ci participent à le faire croire, même si une telle philosophie a réussi à imposer au monde une telle proposition marchande de la gestion, le monde n'est pas obligé de prendre cette construction comme la donne la représentation libérale et que se donne une société d'abord pour elle-même, puis dans l'intention de soumettre le monde à sa logique. Il n'y a donc pas UNE gestion marchande comme voudrait le faire croire un point de vue dominant qui voudrait se faire passer pour universel, mais plusieurs.

Ceci étant, on peut se rendre compte plus aisément que cette gestion sera d'autant mieux inspirée qu'elle mettra en présence des étrangers, des personnes aux croyances ou aux philosophies politiques différentes. C'est ainsi, en mettant en présence des individus de sociétés différentes, de cultures différentes dans un marché global, que la mondialisation a de l'effet sur la marchandisation. *Ce n'est donc pas la philosophie libérale qui est le vrai support de la marchandisation mais la mise en rapport de mondes différents au travers de la globalisation.* La gestion marchande est en effet une forme de coordination de l'activité entre individus abstraits, séparés qui ne le sont totalement que s'ils appartiennent à des mondes distincts. Autrement on ne peut séparer les processus d'individuation des processus de socialisation. On comprend que la marchandisation aura plutôt tendance à être mise en œuvre par un pays comme l'Australie qui développe une stratégie d'exportation du service éducatif à destination des mondes asiatiques et donc qui ambitionne de produire un bien pour des individus indifférents plutôt que par le Canada qui souhaite intégrer des individus d'origines diverses ou défendre une culture, un bloc philosophico-économico-politique particuliers. Nous avons donc besoin d'établir distinctement le rapport que peut avoir une expérience passée et une expérience présente de division du travail et quant à la gestion de l'activité éducative étant données certaines compétitions sociales et mondiales, certaines technologies, etc.. Car c'est cela que mettent en présence les croyances et la philosophie politique : des sujets qui accumulent des expériences le long d'une ligne de développement, des trajectoires sociales singulières. Il ne me sert à rien de m'opposer à telle ou telle philosophie sinon pour faire savoir qu'elle n'est pas la mienne. J'ai besoin de confronter ce que je crois être la meilleure gestion à une réalité, une expérience collective, pour être en mesure d'évaluer la justesse de mes convictions, la performance des théories et des

expériences qui en émanent. Car pour établir distinctement le rapport d'une philosophie politique (ou moins d'une croyance) à une expérience réelle, être en mesure de l'évaluer, je dois passer par la médiation d'une théorie qui explicite mes convictions relativement à un certain contexte et ce qui pourrait être le prolongement d'une expérience antérieure. Ce sont les théories qui permettent à l'expérience de tester mes convictions, mes a priori, leur pertinence, leur fertilité ou stérilité. Ce sont elles qui construisent mes expériences par lesquelles je m'accorde au réel, au vivant, agis sur eux ou avec eux. Et ce sont mes croyances que j'éprouve tout au long de mon expérimentation et que je décline dans mes hypothèses et théories. Il manque à mes yeux donc, un troisième terme qui puisse accorder marchandisation et libéralisme. Le marché global du bien éducatif rendu possible par les nouvelles technologies pose le problème du type de production consommation de ce bien qui va dominer ce marché. La mondialisation explique donc l'extension de la marchandisation dans le sens où la globalisation du marché met en présence des « étrangers »²² et exige la construction d'une économie de marché, formellement cohérente, constituée par un ensemble de contrats sensés être complets.

Je participerai davantage d'une conception de l'économie de marché telle qu'elle apparaît chez Fernand Braudel comme une partie de la vie économique et matérielle, entendue comme une économie cohérente. Vision historique de l'économie de marché comme étage intermédiaire de la vie matérielle qui est aujourd'hui prolongée par la théorie de la sociologie économique de « l'économie encastree » et par la théorie microéconomique de l'incomplétude des contrats. Ce n'est pas de l'individualisme que de rechercher une individualisation des comptes lorsqu'elle est possible, de même qu'une individualisation des comptes ne signifie pas nécessairement une gestion marchande de la coordination sociale des activités²³ quand celle-ci est rendue

²² Voir les trois formes d'intégration sociale de Karl Polanyi.

²³ En droit, on distingue trois piliers structurels de la propriété (qu'elle soit privée ou qu'elle soit collective -c'est-à-dire publique ou d'État) : l'usage, le fruit et l'aliénation (usus, fructus et abusus). La prix Nobel d'économie 2009 Elinor Ostrom a été récompensée pour avoir redonné à la dimension collective une pertinence économique qui lui avait été longtemps déniée. Elle a « *démontré comment les biens communs peuvent être efficacement gérés par des associations d'usagers* » et elle a « *remis en cause l'idée classique selon laquelle la propriété commune est mal*

possible par une telle individualisation. La propriété *melk* en est un bon exemple. Il faudrait autrement renoncer à la division du travail qui démultiplie les unités de compte et de travail. Comme l'enseigne la théorie des droits de propriété en microéconomie aujourd'hui, l'individualisation des comptes associée à une propriété privée constitue le moyen de lutter contre les comportements opportunistes quand l'usage des biens communs ne garantit pas leur conservation mais conduit plutôt à leur destruction (la « tragédie des communs »). Mais on ne saurait considérer les comportements opportunistes comme universels et la démarche contractuelle comme seule en mesure de les contenir. Ils ont plus de chances de se produire entre des individus séparés, des « étrangers » dont les rapports pourraient être dominés par une asymétrie de l'information qu'entre des « familiers » pris dans de multiples réseaux d'obligations ou d'engagements²⁴. Il n'y a pas de supériorité intrinsèque de l'individu sur le groupe, ni de la propriété privée sur une autre publique ou collective parce que l'une aurait des règles et l'autre pas. Il y a des processus d'individuation, d'autonomisation privés et collectifs, des règles de compétition, de solidarité plus ou moins performants. Il n'y a pas UNE propriété privée, la propriété privée de droit romain avec son abus mais des propriétés plus ou moins limitées dans leurs usages plus ou moins soumises à des règles collectives comme le droit moderne ne cesse pas de l'exécuter.

D'une autre manière on pourrait mettre en rapport une condition objective (la mondialisation qui serait comme exogène, un peu comme la technologie dans les « modèles de croissance exogènes », comme mise en présence d'étrangers grâce aux nouvelles technologies de communication, d'écriture, etc.), des dispositions sociales comme endogènes et des choix individuels : la mondialisation permet la marchandisation de l'éducation, son individualisation, qui serait une opportunité que des dispositions sociales et individuelles précises, anglo-saxonnes par exemple, seraient en mesure d'initier et de faire prévaloir vis-à-vis de certaines sociétés elles mêmes prédisposées à s'y soumettre. Ce qui pourrait être une manière d'expliquer à la

gérée et doit être prise en main par les autorités publiques ou le marché". Il n'y a donc pas une propriété privée et il n'y a plus *a priori* de supériorité de la propriété privée sur celle collective.

²⁴ Voir l'individu d'A. Sen en opposition à l'*homo economicus*.

manière de Max Weber (le protestantisme quant au capitalisme) la préséance anglo-saxonne dans la mondialisation.

Ce qu'il importait pour nous ici, c'était de distinguer ces deux dimensions, puis cette troisième théorique d'explicitation des croyances dans les choix dont nous avons parlé plus haut. Pour simplifier et pour ce qui nous intéresse ici, on peut en effet retrouver deux dimensions actives dans le processus de production de l'éducation et de la formation. *Si l'on peut parler pour chaque société d'une configuration particulière des rapports entre individu, société et Etat, on ne pourra donc en faire abstraction dans le processus de production de l'éducation.* Dans le modèle dit anglo-saxon, l'Etat détenteur du monopole de la violence, protège la propriété privée « sans laquelle l'existence ne peut être justifiée ». La propriété privée en général, prolongement d'une propriété de soi et de son travail, n'existe pas, elle est le produit d'une histoire particulière (de la propriété des maîtres à celle des communs) que des révolutions ont érigé en dogme, en principe premier, intangible. La force de la philosophie politique anglo-saxonne tient dans cette limpide simplicité qui lui a permis de produire une économie politique et une philosophie des droits de l'homme. L'Etat doit même être déchargé de la fonction de redistribution comme le signale l'auteure. La société est définie comme un réseau de contrats se suffisant à lui-même où les individus renoncent à se faire justice eux-mêmes quand l'Etat est en mesure de défendre leurs contrats contre toute forme de violence. Mais elle paie sa simplicité d'un commencement du monde qu'elle se donne, d'une histoire qu'elle efface.

Ainsi l'histoire marque profondément, en les différenciant, les rapports entre les trois dimensions individuelles, collectives et globales de l'existence sociale, et les philosophies politiques qui s'efforcent de « refaire » le monde à la mesure des sociétés, peuvent accompagner plus ou moins bien ces histoires. Les Américains se méfient de l'Etat qui leur rappelle probablement ceux d'Europe qu'ils ont dû quitter alors que les Français peuvent y avoir trouvé un refuge contre la domination de classe (l'émergence de l'Etat avec la monarchie adverse de la féodalité) ou des compromis avantageux avec la classe dominante (dans le cadre de l'Empire par exemple et de l'Etat re-distributeur qui l'accompagne), si l'on peut dire. Bref, ces rapports appartiennent à l'anthropologie et il n'est pas possible d'en

faire abstraction même pour un économiste à moins de s'appuyer sur une anthropologie naïve.

Pour terminer là-dessus, reprenons le rapport qu'entretient l'autonomie de l'université avec l'Etat et le marché. L'autonomie de l'université, entendue comme autonomie de la hiérarchie académique par rapport aux autres hiérarchies sociales dont celle de l'argent en particulier, est défendue dans certains pays par l'Etat qu'elle légitime en retour. Ainsi P. Bourdieu a-t-il pu parler de « noblesse d'Etat » a propos de la hiérarchie académique française. « L'ajustement de l'université aux normes du marché », la gouvernance d'entreprise qui s'étend à elle ne peut donc que susciter des interrogations dans ce genre de sociétés, contrairement aux sociétés libérales qui ont confiées l'autonomie des universités aux particuliers et aux associations collectives, telles les fondations. On ne peut réduire cependant la configuration des rapports entre les hiérarchies sociales à ces deux cas de figure assez bien connus. Il faut se rappeler, avec Pierre Bourdieu, que l'autonomie des champs n'en suppose pas moins une unité du capital social, une convertibilité des capitaux spécifiques à chaque hiérarchie. A titre d'exemple si l'on compare des universités les unes avec de fortes traditions et d'autres sans, les théories cognitives de l'entreprise dont celle évolutionniste ont beaucoup à apporter dans une telle comparaison. Alors que « l'ajustement de l'université aux normes du marché » signifierait là-bas problème du « principal-agent » de la théorie de l'agence en même temps que déterritorialisation du marché pour redéfinir l'unité et la différenciation du capital social, elle pourrait signifier de manière plus immédiate ici, quelle unité et quelle différenciation des champs et des capitaux.

Ceci étant, on soutiendra que c'est le fonctionnement global du dispositif qui compte, son rendement global et non la mise en rapport des produits séparés : philosophie politique, individu ou Etat. Tous les modèles se valent dans l'absolu, mais chaque modèle à ses domaines de validité. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas de compétition entre les modèles dans un but de domination ou d'émulation. Il y a compétition entre modèles comme il y a compétition entre sociétés qui par ces modèles étendent leur influence, l'échelle de leur capacité d'intervention. Et dans l'enseignement supérieur, il semble précisément que l'Etat fasse beaucoup pour imposer le modèle duquel

il relève²⁵. La marchandisation qui accompagne la mondialisation ne saurait donc cacher l'intervention publique active.

Que l'Etat prélève d'un côté et redistribue de l'autre ou que ce rôle soit confié à des individus ou à des associations collectives ; que la société fasse plus confiance aux règles publiques, collectives ou à la propriété privée quant à l'usage de ses biens, tout cela a des coûts, des coûts qui ne sont pas inhérents aux modèles, mais au fonctionnement de ces modèles dans des milieux donnés. Tout dépend donc du modèle et de l'expérience, de « qui expérimente quoi ». Si elles en ont la possibilité, les collectifs et la société globale choisiront les procédures qui leur coûteront le moins pour réguler leur activité. Apparemment les sociétés consensuelles du nord de l'Europe s'accommodent assez bien, pour ne pas dire bien, du rôle re-distributeur de l'Etat. Une anthropologie des sociétés nordiques²⁶ nous renseignerait sûrement sur une certaine qualité des rapports entre le privé, le collectif et le public. Tout se passe comme si la société globale n'était pas perçue dans un rapport d'extériorité, comme si la démocratie politique n'était pas radicalement distincte de l'économie de marché. *Les modèles qui fonctionnent le mieux aujourd'hui sont probablement ceux qui se distinguent par le fait qu'ils correspondent à une configuration anthropologique socialement consciente d'elle-même.* L'émergence de nouvelles nations nous suggère de penser à la confiance que ces sociétés accordent à leur propre configuration. Nous retrouvons le problème des croyances et de l'expérience, du crédit apporté à ses propres actions et du capital social.

Nous pouvons maintenant revenir chez nous et nous interroger sur la spécificité de notre configuration entre les rapports entre individu, société et Etat. Notre philosophie politique n'est pas encore constituée, mais il faudra bien un jour qu'elle le soit, car sans elle ou ce qui pourrait en faire office, l'on ne peut aspirer à un système social et politique cohérents et l'on ne pourra que subir les luttes d'influence qui visent à nous intégrer dans une sphère d'influence. A défaut donc d'une philosophie politique qui récapitule notre expérience, il nous faudra faire avec nos croyances.

²⁵ Voir Nicolas Gachon, « Géostratégies des dispositifs d'enseignement supérieur », in Observatoire de Boivigny, 31 janvier 2010. En ligne.

²⁶ Pour ceux qu'un tel projet choquerait voir Bruno Latour, Nous n'avons jamais été modernes, chapitre 1.

Nous pouvons considérer de manière fondamentale notre société comme une société sans Etat²⁷. *Notre théorie de l'Etat reste à produire*, une théorie est comme une projection de soi sur le monde. Nous avons longtemps refusé d'admettre une telle réalité car nous nous regardions dans le miroir occidental qui nous faisait voir une telle situation comme peu originale et comme peu honorable. Elle était encore comme impossible à penser. Nous demandions ou laissions le soin à d'autres, qui disaient et croyaient faire leur histoire, de nous dire la nôtre. Je crois que nous commençons à revenir d'un tel sentiment. Nulle histoire n'est, une fois pour toute, plus noble qu'une autre. Et pour qui croit en l'Histoire comme progrès de l'humanité, celle-ci est loin d'être achevée.

Ainsi, nous pouvons dire que c'est la « première mondialisation » qui nous a imposé par la force un Etat. Notre Etat a été conçu, dans un premier stade, au moment où il nous a fallu contrôler la violence afin qu'elle puisse se retourner contre l'occupant et non contre nous-mêmes²⁸. C'est ici que repose la première légitimité, la première strate de l'Etat algérien : nous protéger de notre propre violence et de celle du monde dont nous étions longtemps protégé et qui a fait subitement irruption chez nous et de manière démesurée. Dans quelle mesure, à un Etat imposé par une conjoncture particulière, peut succéder un Etat durable, socialement assumé ? La société (métaphorique) ayant été le sujet passif de forces obscures, comment peut-elle se transformer, s'élever au niveau du sujet acteur de son destin ? Cela n'est pas évident. Car cette conscience que l'Etat a une fonction de base dans la gestion de la violence ne semble pas dépasser le souci et la capacité d'en conserver le monopole, parce qu'elle ne semble pas être portée par un net désir de vie commune qui n'a pas eu comme le temps de

²⁷ Ce qui a été longtemps confondu avec sans loi. La loi renvoyant à la régularité, comme l'enseigne la physique, de ce point de vue il n'est pas possible qu'un collectif puisse exister sans produire un ordre quelconque, qu'il se le donne de manière explicite ou pas. Personne n'est sans habitudes. Nous sommes tous automates quelque part. Donc même si notre société ne produit pas de loi comme volonté elle n'en suit pas moins une. Ensuite, la référence à une loi, la chari'a dans notre cas comme loi explicite, n'est pas associée dans notre société à l'existence d'un Etat, mais à celles de communautés autonomes.

²⁸ Notre colonisabilité, comme beaucoup peuvent le croire encore, tenait au fait que l'on ne disposait pas d'armée pour défendre le territoire. Ils oublient que la victoire militaire n'est pas la victoire tout simplement. On peut être défait militairement et triomphant culturellement (ex. de la Chine ancienne et de ses barbares).

s'expliciter. En tous les cas, la violence qui perdure, l'état d'urgence, sont là pour signifier que cette gestion de la violence est encore trop imparfaite.

La deuxième justification qui constitue l'Etat algérien et se superpose à la première, est celui du besoin social de reconnaissance externe, bien connu de la science politique. L'Etat dans son universalité évidente se présente comme le moyen de faire partie de la communauté internationale. Il faut noter cependant que cette justification est limitée par l'étendue de la représentativité de ce besoin.

Finalement, on peut ajouter que l'Etat algérien tire la troisième part de sa légitimité d'une politique de redistribution, et qui étant donné ses ressources, peut couvrir un besoin social bien plus large et se poser comme la forme d'intégration par excellence. Il a en effet hérité de l'Etat colonial les principales richesses du pays et une certaine conception des fonctions de l'Etat qui lui permet d'en faire large usage.

Il n'est pas de mon objet de faire l'histoire ou la généalogie de l'Etat algérien, je veux simplement signaler le besoin d'un tel travail anthropologique, philosophique et historique parce que présumé par toute analyse sérieuse d'économie politique. Notre anthropologie reste extrêmement naïve. Il nous faut chercher au fond de nous et dans le monde à venir, ce que nous pouvons entendre par Etat, société globale, individu et groupe²⁹. Ce, à quoi nous voulions donc arriver, est que nous n'avons pas encore stabilisé notre configuration des rapports entre individu, société et Etat, que notre Etat reste encore largement importé et/ou imposé, que notre configuration anthropologique fondamentale qui fixe les rapports entre Etat, individu et groupe, demeure floue. Configuration sans laquelle ne peut s'édifier une structure sociale, se former un système social et politique cohérent, stable et durable. La notion de capital social tel qu'entendu

²⁹ Le nous passant du berbère montagnard au berbère saharien, pour ne citer qu'une de nos oppositions qui me semble la plus complexe. A partir d'une telle opposition on peut se sentir justifié pour affirmer que l'unité du Maghreb qui était une promesse du mouvement de libération et qui n'est pas encore réalisée, est elle-même incomplète, car elle exclut cette partie de nous-mêmes qui n'a pas été suffisamment comprise et représentée lors de la guerre de libération. C'est donc à une unité qui accueillerait aussi les pays voisins du Sud Sahara qu'il faudrait viser pour ne pas nous amputer d'une partie de nous-mêmes.

par Putnam (« Bowling Alone ») se comprend beaucoup mieux lorsque l'on sait le rôle des associations et du bénévolat dans la société américaine, en même temps que son développement en fonction des besoins de celle-ci. *La guerre contre le terrorisme dans un pays comme le nôtre empêche le développement de la dimension collective de l'existence sociale. L'état d'urgence soumet la société au diktat de forces extérieures, ne lui permet pas d'exprimer la configuration qu'elle porte des rapports entre les individus, les collectifs et la société globale et donc bloque l'émergence d'un Etat qui corresponde à une structuration sociale réelle et autonome.* Mais en même temps il ne faut pas oublier que le terrorisme, l'état d'urgence, sont le produit de l'instabilité de la configuration anthropologique fondamentale et non pas de la volonté de quelques individus ou de l'influence extérieure. Les rapports entre individus, groupes et société globale ne reposent pas dans une équation admise par chacun. Tout le monde, cherche et s'oppose encore quant à la définition d'une telle configuration. Les luttes d'intérêts et d'influence ne faisant que compliquer la mise en place d'un tel compromis global, l'émergence et la construction d'une configuration stable.

L'Etat duquel nous tenons, s'est donc construit, selon ce qui précède, sur trois strates d'activités, l'une de gestion de la violence incomplètement pensée et assumée, l'autre de représentation externe et enfin une troisième de politique de redistribution. *La société s'organise pour gérer ses violences, ses énergies, ses compétitions, pour exister au sein de la communauté internationale et distribuer ses richesses collectives. Un problème fondamental apparaît : la hiérarchie et la cohérence entre les trois activités n'est pas évidente.* On peut affirmer sans trop se tromper que la dernière fonction d'intégration perturbe, plutôt qu'elle ne consolide la première : la fonction de redistribution ne pouvant s'appuyer sur une structure sociale dont elle voudrait corriger les effets insoutenables ou indésirables ne renvoie pas davantage à une structure explicite qu'elle aurait pour ambition construire. La compétition autour de la redistribution aspire à établir des positions sociales non explicites ou inavouées et dispute les forces à la compétition autour de la production d'un ordre productif de paix sociale. Rappelons-nous le rapport du commerce et de la guerre. Ainsi, la compétition sociale, parce que jeu à somme nulle (s'approprier une part du produit national dont la taille n'évolue pas avec la compétition), est construite sur la

mise en faillite de l'Etat propriétaire et son instrumentalisation³⁰. *C'est au travers du transfert de richesses de la société globale vers les individus et les groupes³¹ que se dessine la structuration de la société. La formation des capitaux a lieu dans le champ de cette compétition sociale qui en définit les types et l'unité.* L'effet de la compétition est socialement centrifuge, celle-ci disperse les groupes, les capitaux et ne suppose l'Etat, la société globale que dans la mesure où ils soutiennent une telle compétition. Quel équilibre va-t-il se stabiliser entre la société, ses capitaux et l'Etat ? La compétition autour du transfert de richesses ne va-t-elle pas conduire à la ruine du représentant de la société globale ? Doit-on subir ce mouvement sauvage d'accumulation et de formation de fortunes privées qui s'appuie davantage sur le monopole de la violence que sur la capacité à développer des effets productifs, ou l'anticiper pour le transformer en mouvement de construction d'une société globale et par conséquent d'une structure sociale stable? Car, la violence procède de la non structuration de l'activité, de la non réduction de l'incertitude quant aux comportements sociaux et le procès d'accumulation actuel, étant donné la méconnaissance des dispositions anthropologiques et des enjeux actuels de la compétition sociale, accroît le désordre de la société plutôt qu'il ne le pacifie.

Ce que je peux dire c'est que nous continuons de nous tenir à l'arrêt devant un carrefour, refusant de choisir la direction qu'il nous faudrait emprunter. Nous persistons dans le choix d'une société indifférenciée parce que nous ne pouvons nous décider quant au type de société complexe que nous voulons construire, pendant que s'établissent des positions sociales on ne sait comment. Nous hésitons entre le choix passé européen, d'une violence de classe qui établirait la cohérence de la société sur la base d'une division de classe et une nouvelle société dont il nous faudrait inventer les hiérarchies et leurs rapports. Dont les hiérarchies seraient suffisamment ouvertes pour ne pas permettre la formation de classes sociales et au sein desquelles la hiérarchie du savoir relèverait d'un certain mode de production, aurait une place centrale, afin que la hiérarchie de l'argent ne puisse accéder

³⁰ ADDI Lahouari a parlé à la manière de Max Weber, de patrimonialisation de l'Etat. C'est là me semble-t-il, mettre l'Etat algérien dans la perspective européenne.

³¹ Les groupes dominants sont moins locaux qu'internationaux, alors que les groupes locaux dominés doivent faire de la déconnexion pour ne pas être disloqués.

à la suprématie. La première était déjà une perspective du colonialisme, la seconde celle de notre socialisme : une façon de reproduire notre société sans classes, sans hiérarchies diverses. On peut opposer l'argent au savoir comme on opposerait un bien public et un bien privé. En effet nous pouvons être tenté de regarder l'échec social comme le résultat d'une faiblesse congénitale, d'une faiblesse de classe pour distinguer dans la société ceux qui sont soumis à leur passion et ceux qui se dirigent selon leur raison afin que la direction sociale puisse être remise à ceux qui savent se diriger. Ou bien de considérer l'histoire non pas comme un échec mais un choix assumé, impensé certes mais qu'il faut, pour continuer d'assumer, mettre à jour³². La société de classe n'a pas été notre fatalité, je suis convaincu qu'elle ne pourra pas l'être et que ses thuriféraires n'aboutiront qu'à accroître le désordre social. *Pour que la colonisabilité cesse d'être notre condition, il ne faut pas nous abandonner au mouvement d'expropriation de nos richesses duquel il nous est donné de tirer quelque profit immédiat, il nous faut construire une société globale viable en mesure de défendre ses collectifs producteurs de paix, de liberté et de bien-être.* Pour trouver la direction qui agréera à nos dispositions et à l'histoire du monde, il nous faut bien de la confiance en nous-mêmes et bien de l'imagination. Comme il a été déjà dit, il est question de se réinventer et de réinventer le monde. Je ne crois pas que nous pourrions y parvenir seuls, mais je ne crois pas non plus que nous serons seuls à y penser.

De ce point de vue l'Etat re-distributeur doit être pris pour ce qu'il doit être et non pas comme il s'impose de fait. Il relève plus d'une conjoncture économique et politique que d'un donné anthropologique. Il serait donc du plus grand intérêt d'accompagner cette fonction de la manière la plus précise possible. *C'est de son contrôle et de sa mise en cohérence avec les deux autres fonctions que dépend l'apparition d'une structure sociale stable qui définirait une configuration efficiente des différentes hiérarchies sociales.*

Il nous faudra des structures en rapport avec celles du monde que l'on pourrait décrire comme étant dominées par un Etat re-distributeur et une nouvelle division industrielle du travail caractérisée par une « industrialisation » des services et une concentration du secteur secondaire. L'hypothèse que je voudrai tester est la suivante. La

³² Je parle ailleurs de civilisation villageoise.

construction d'une structure sociale en mesure de soutenir l'existence d'une société globale durable exige une politique qui place l'enseignement au centre d'une telle construction, tant du point de vue du capital que de la reproduction sociale. Le modèle républicain de l'égalité des chances a ici un terrain qui n'est pas marqué par la préexistence d'une division de la société en classes. Le voile d'ignorance que suppose la théorie de la justice de John Rawls n'est pas ici une hypothèse abstraite, il est un point de départ réel. La construction d'une société qui ne soit pas de classes suppose que l'enseignement supérieur comme d'autres champs sociaux importants de l'activité et de la compétition produisent des hiérarchies qui ne soient justifiées que par leur fonction d'intérêt public. *On ne peut donc espérer construire une société à partir de nos dispositions anthropologiques, soit construire des hiérarchies qui ne soient pas des hiérarchies de classe, que l'on pourrait qualifier de hiérarchies ouvertes, en adéquation avec la dynamique mondiale de la nouvelle division internationale du travail, sans accorder une attention particulière au secteur de l'enseignement supérieur quant à la conversion et transmission des différents capitaux sociaux.*

Arrivé à ce point nous pouvons exprimer la méthode qui va continuer de nous conduire. Ce qui va déterminer la gouvernance de l'enseignement supérieur c'est cette structure sociale que nous voulons édifier sur cette configuration des rapports entre individus, groupes et société. *L'enseignement supérieur restera un « bien vacant » tant que nous n'aurons pas la claire conscience de la structure sociale à la construction de laquelle nous voudrions qu'il participe.* Nous pouvons dire que la structure sociale exprime l'accord, ou le désaccord, fondamental entre le monde et nos dispositions, le monde et notre humanité, ce monde étant particulièrement caractérisé. Il se trouve dominé, on l'a déjà dit, par un Etat issu d'une histoire très particulière qui est déjà considéré comme un moyen et non une fin. *Le monde ensuite se trouve caractérisé par une crise du modèle de production.* La séparation de l'industrie de la question de l'emploi pose pour la question de l'équité un problème structurel sans précédent. Beaucoup suggère désormais de créer un revenu d'existence qui soit distinct de l'exercice d'une activité marchande et industrielle. « L'industrialisation » comme approfondissement de la division du travail (division, mécanisation, automatisation et création de nouvelles tâches) gagne le secteur de

l'enseignement supérieur suite à une massification de l'enseignement supérieur et une compétition mondiale autour de ce secteur. Avec le nouveau modèle de production basée sur « l'économie de la connaissance », la nouvelle place du secteur des services dans la production marchande (des services à l'industrie en particulier), du travail vivant (non plus force de travail, travail physique mais capital humain, travail immatériel) par rapport au travail mort, il va sans dire que *la production du savoir prend une place centrale dans la reproduction de la structure sociale et peut présenter l'opportunité d'une autre reproduction sociale*. A la différence du capital physique, de l'avoir, quand il se partage, le capital immatériel, le savoir, ne diminue pas mais augmente. Cet aspect déjà intégré par les théories de la croissance endogène n'est pas suffisamment compris par une société qui s'était faite de la division du capital physique une règle (règles d'héritage) et que certains peuvent considérer comme une cause de la non accumulation du capital dans les sociétés musulmanes, une forme de conjuration de la formation d'une classe sociale. Je pense qu'il serait peut être osé mais pas incorrect de supposer que *l'accumulation du capital aujourd'hui ne ressemblera pas à l'accumulation du capital hier, celle d'hier étant basée sur le capital matériel et sa monopolisation, celle d'aujourd'hui sur celle du capital immatériel, du savoir, sa diffusion et son partage*. Bien sûr une telle voie commence à peine à se dessiner.

2. Qualité, équité et efficience associée à la massification.

Industrialisations et gouvernances

« Dès le début des années 1980, Burton Clark modélisait les différents types de gouvernance des universités à l'aune de leur proximité, plus ou moins grande, avec l'un des trois angles de la figure d'un triangle : l'Etat, les oligarchies académiques et le marché ... Fondé sur un système d'oppositions binaires et essentiellement nationales dans un prisme institutionnel (l'Etat versus les oligarchies académiques, l'Etat v. le marché, les oligarchies académiques v. le marché), le modèle de Clark a peu à peu été rendu obsolète par de nouvelles géométries universitaires, géométries notamment modifiées par l'implication de plus en plus fréquente de nouveaux opérateurs, supranationaux, intergouvernementaux, non gouvernementaux, etc., dans les politiques d'enseignement supérieur. Peuvent être ici cités, à

titre d'exemple et sans ordre particulier, des opérateurs tels que l'UNESCO, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, ou encore l'Union européenne »³³.

Si l'on se réfère au modèle de Clark et à ses développements, il apparaît que dans notre cas, la gouvernance ne peut compter sur l'existence de ces trois pôles distincts qui relèvent d'une structure sociale bien stabilisée. Hiérarchies marchandes et académiques font défaut. A cela il faut ajouter une situation très différente de l'enseignement supérieur. Alors que les pays de l'OCDE sont passés d'une première gouvernance à une seconde, la première gérant une massification de l'ES qui accompagnait le mouvement d'industrialisation de l'activité matérielle et consistait en l'administration d'une offre publique d'éducation et de formation sur le type d'un modèle centralisé qui rassemblait des pays comme la France et l'Union soviétique³⁴, la seconde ayant pour objet l'administration d'une politique de la demande plus apparenté à un modèle décentralisé de type anglo-saxon et qu'accompagne un mouvement d'industrialisation des services, *nous en sommes encore à l'administration d'une offre publique qui doit faire face à une demande de masse indifférenciée dans un contexte de désindustrialisation de la production matérielle*. Il faudra attendre pour notre part un chômage massif des diplômés pour entamer une réforme analogue à celle menée par les pays de l'OCDE. Nous allons être rapidement coincés entre un chômage et une demande croissante d'enseignement supérieur. On voit donc de quel type est la difficulté d'un passage d'une gouvernance type OCDE à une gouvernance type monde non industrialisé. Nous sommes en début de la phase de massification de la demande indifférenciée qui correspondait à la phase d'industrialisation du secteur secondaire, les pays de l'OCDE sont, pour les derniers d'entre eux, au début d'une phase de diversification de l'offre qui correspond à la phase d'industrialisation des services.

Les hiérarchies sociales qui dans la configuration de leurs rapports dessinent la société globale, leur champ d'activité séparé, tout cela

³³ Voir Nicolas Gachon, « Géostratégies ... »

³⁴ Voir Annie Vinokur, « La loi relative aux libertés et responsabilités des universités : essai de mise en perspective », *Revue de la régulation* [En ligne], n°2 | Janvier 2008.

dans sa simultanéité reste pour nous à construire. Devant un tel chantier de structuration sociale, un tel besoin d'audace et de prudence, ne pas voir la place du travail réflexif, le rôle des hiérarchies de savoir dans la construction des autres hiérarchies et de leur unité, c'est se condamner à une « déconnexion forcée » (El Mouhoub Mouhoud). Une société complexe sans classes suppose un transfert de la centralité du capital matériel au capital immatériel avec ce que cela suppose de conséquences en matière de propriété en particulier. On ne doit donc pas sous estimer le propos selon lequel nous devons nous réinventer en réinventant le monde. Notre décalage est trop grand vis-à-vis du monde actuel pour qu'il puisse nous être permis de n'être que prudents. *La gouvernance à ici à faire avec des variables plutôt qu'avec des données, il lui faut participer à un mouvement de construction d'une structure sociale, d'une économie cohérente, de champs sociaux autonomes, d'un système de marchés au sein d'un nouveau monde basé sur un nouveau modèle de production et d'accumulation qu'il faut anticiper.*

La question sur laquelle nous voudrions nous pencher maintenant se rapporte aux *conditions de possibilité d'émergence d'une hiérarchie académique ouverte* étant donné la nouvelle dynamique mondiale de l'enseignement supérieur et de la recherche et étant donné la situation de l'enseignement supérieur dans notre pays et notre région. Je voudrai défendre l'idée que la massification offre un espace pour la construction de hiérarchies du savoir et de l'enseignement. Je vais supposer dans une première étape que la recherche est absorbée par la tâche d'enseignement : chercher c'est d'abord se donner un système de références.

On peut caractériser notre université par un faible encadrement, de faibles traditions universitaires (marques de son histoire), relativement à une forte demande sociale (produite par la dynamique des structures sociales et mondiales, démographiques et industrielles en particulier), faiblesses qui peuvent être transformées en forces du point de vue de l'émergence des nouvelles hiérarchies académiques. Nous allons essayer de voir comment cette démesure entre les moyens et les besoins peut être résorbée et conduire à une dynamique vertueuse. Notre référence principale consistera dans les travaux de la dernière Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur de l'UNESCO, tenue à Paris, 5-8 juillet 2009 (CMES 2009).

Dans son préambule, la CMES 2009, affirme : « *L'enseignement supérieur, en tant que bien public et impératif stratégique pour l'éducation à tous les niveaux et en tant que fondement de la recherche, de l'innovation et de la créativité, relève de la responsabilité de tous les gouvernements et doit bénéficier de leur soutien économique. Comme souligné dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, « l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite » (Article 26, paragraphe 1).* »

Cette déclaration révèle la centralité du capital immatériel dans le nouveau mode d'accumulation. L'Enseignement supérieur y est considéré comme un bien public, un droit de l'homme qui relève de la responsabilité publique (à défaut de pouvoir relever de la responsabilité privée faudrait-il ajouter). Cependant *cet impératif selon les contextes peut avoir des traductions très différentes*. Une première question m'interpelle ici: le CMES apportant donc un soutien clair au développement du « marché » de l'ES, vers quelle offre ira la forte demande mondiale d'études supérieures qui résulte de la mutation des structures productives mondiales, et celle en particulier excédentaire des pays non industrialisés ? Sachant que la croissance de la demande concerne principalement les pays du Sud. On peut parler ici d'une demande indifférenciée déconnectée de l'offre d'emplois, dans la mesure où la massification des études supérieures n'accompagne pas une massification de la production matérielle mais une séparation de la question industrielle de la question de l'emploi. Alors que dans bon nombre des pays de l'OCDE les universités doivent se livrer une concurrence pour attirer les étudiants et diversifier leur offre, dans les pays non industrialisés l'offre publique n'arrive pas à faire face à une importante demande sociale indifférenciée. Une institution comme la Banque mondiale qui avait longtemps soutenu le caractère coûteux de l'investissement dans l'enseignement supérieur relativement à l'enseignement primaire et secondaire, apporte désormais son soutien à l'investissement dans l'enseignement supérieur. Cela ne vise-t-il pas à développer des marchés pour répondre à l'offre mondiale en voie de structuration (mutations des structures productives, industrialisation de l'ES et marchandisation du savoir) plutôt qu'à assurer le bien être de ces sociétés ? Ne voit-on pas que nous avons affaire d'une part à une demande excédentaire et d'autre part à une nouvelle offre en voie

d'industrialisation, nouveau moteur de la croissance, que tout dirige vers un ajustement grâce à la globalisation du marché ? Prenons les choses autrement et du point de vue des pays à la forte demande : que signifie un investissement dans l'enseignement supérieur qui ne soit pas un investissement relativement à l'ensemble du système éducatif ? Qui ne soit pas un « développement naturel » de l'investissement dans l'éducation ? Combien d'étudiants vont-ils bénéficier d'une réelle formation supérieure si la majorité des étudiants qu'accueille l'université ne disposent pas de compétences fondamentales nécessaires pour l'accès au savoir mondial, à la formation tout au long de la vie ? Autrement dit, l'investissement dans l'enseignement supérieur reviendrait à dégager une demande solvable, à soutenir une certaine demande sociale, celle d'une couche favorisée qui grâce aux dépenses publiques pourra accéder au savoir mondial alors que pour la grande majorité l'accès à l'université n'ayant pas signifié réussite mais échec. N'est-ce pas offrir aux universités étrangères le soin de produire notre élite ? Souhaite-t-on que l'investissement dans l'ES signifie un grand gâchis (main d'œuvre sans qualification ni culture générale efficiente pour la majorité) pour des résultats médiocres (une demande solvable pour l'offre mondiale et une minorité) ? Il est donc impératif de souligner que le produit de l'université dépend largement de sa matière, de son « input », c'est-à-dire du produit de l'enseignement secondaire et de la qualité du produit attendu qui définira la qualité des moyens, de l'encadrement mis à sa disposition. *Au sens étroit donc, investir dans l'enseignement supérieur signifie participer à l'élargissement du marché mondial de l'enseignement pour soutenir la demande mondiale nécessaire à l'industrialisation du secteur des industries culturelles*, au sens de l'Ecole de Francfort mais aussi du point de vue d'Adam Smith. *Au sens large et comme semble l'entendre le préambule de la CMES 2009, investir dans l'ES consiste à produire une élite* en mesure de conduire le processus de la recherche, de l'innovation et de la créativité qui doit accompagner la mutation des structures sociales.

Pour éviter « l'ajustement automatique » de la nouvelle offre industrielle de services du centre et la demande excédentaire de la périphérie, pour ne pas participer au mouvement de structuration des marchés en faveur d'une offre dominante, de polarisation des ressources en faveur d'une certaine industrie culturelle, *il faudrait construire un espace de l'enseignement supérieur qui soit au service*

*de processus sociaux d'innovation et de créativité, ou autrement dit, un marché qui permettent à des offres et des demandes cohérentes d'émerger*³⁵. Et non pas seulement des demandes indifférenciées que les anciens pays industrialisés pourraient former à leur convenance, c'est-à-dire comme appoint à leur demande, ou pour les plus chanceux, selon leurs besoins comme immigration choisie.

Nous suggérons la création d'un marché (espace) régional de l'enseignement supérieur, un marché qui possède l'atout d'une langue commune, la langue constituant en elle-même un marché naturel, une frontière naturelle. Il faudrait commencer par structurer, au sein de cet espace, un marché plus limité, celui de l'enseignement universitaire en produisant une offre concurrentielle. Il faut réussir à produire à l'échelle régionale l'élite qui sera en mesure de s'approprier le savoir mondial académique et de le présenter comme savoir de référence de sorte à offrir une formation générale de qualité universelle qui puisse donc répondre à des demandes internationales ou régionales. *Produire donc une offre concurrentielle et une élite*. Il s'agirait en somme de substituer non pas une importation de savoir par une production locale pour un marché même régional, mais de substituer une offre régionale à une autre mondiale pour un marché mondial, soit inscrire sa propre demande dans une autre mondiale de qualité pour construire son propre marché de l'enseignement supérieur. *Car en vérité, avec l'industrialisation des services, il n'y a pas de salut hors du marché, du marché mondial, ceux-ci étant entendu au sens de marchés construits*³⁶ selon les besoins des différents partenaires. Un espace de l'enseignement supérieur arabe et africain avec des échanges vers d'autres espaces régionaux (échanges Sud-Sud dominants) serait le moyen d'une telle inscription convenable dans le marché mondial. Il est d'une importance vitale pour les pays du Sud, qu'ils puissent disposer de leur demande³⁷. Il faut donc plus que les vœux pieux d'une institution internationale pour qu'une société puisse développer ses capacités d'autonomie.

Ce qu'il faut envisager actuellement c'est la convergence des systèmes nationaux, des acteurs des marchés de l'ES vers un tel

³⁵ Ce en quoi l'Europe dont le déclassé se poursuit s'est engagée avant nous.

³⁶ Voir notre texte, Politique de l'offre ou politique de la demande ? Le Quotidien d'Oran des 21-22-23 février 2010.

³⁷ Ibid.

objectif d'espace régional, la production d'une offre régionale concurrentielle. Des systèmes nationaux aussi différents les uns que les autres, peuvent participer chacun à sa manière à la production d'une élite régionale facteur décisif dans la formation d'un tel espace nous semble-t-il. C'est dans le cadre de l'internationalisation de l'ES que nous pourrions obtenir la meilleure traduction de la privatisation de l'enseignement supérieur, les acteurs privés s'associant pour amorcer la construction d'une offre internationale concurrentielle. Tous les pays n'avancent pas dans cette direction, ni à pareil rythme, cependant il y a là un choix qui s'impose pour le développement. Si la convergence des systèmes, si l'ébauche d'un marché régional s'avèrent impossibles, nous assisterons à des positionnements différents des systèmes nationaux d'éducation sur les marchés mondiaux suite à leur intégration séparée et une offre mondiale pour recruter nos compétences séparées et couvrir la demande interne solvable. Certains ont déjà importé des universités étrangères.

Développer une autre division du travail dans l'université et construire un espace régional pour produire une élite scientifique et culturelle d'une part, d'autre part construire une offre internationale par des partenariats privés à destination d'un tel espace régional en formation pour répondre à la demande solvable tels pourraient être en résumé les objectifs préconisés.

L'accès, l'équité et la qualité

La massification de l'enseignement supérieur n'est plus un objet de débat, elle est devenue une réalité incontournable, dictée par la dynamique mondiale. Malgré leurs efforts les pays non industrialisés restent très en deçà de la norme. Ce qui est nouveau c'est qu'on veuille ne plus la dissocier d'un objectif de réussite. Le CMES 2009 affirme : « En élargissant l'accès, l'enseignement supérieur doit poursuivre simultanément trois objectifs : équité, pertinence et qualité. L'équité n'est pas une simple question d'accès – l'objectif doit être la participation réussie des étudiants et l'achèvement de leurs études, ainsi que la garantie pour eux de bonnes conditions de vie, avec un soutien financier et pédagogique approprié pour ceux issus de communautés démunies ou marginalisées. » Dans la réalité où vont aboutir tous les systèmes d'éducation nationaux qui ne sont pas compris dans des espaces régionaux de régulation des offres et demandes ? Ils vont être placés devant la nécessité de plus fortes

dépenses en matière d'ES, ils vont être mis en présence de demandes sociales maintenant légitimées par les institutions internationales. C'est-à-dire devoir renoncer à une nouvelle part de leur souveraineté en faveur du marché mondial s'ils ne peuvent faire face à leurs obligations.

Nous voulons maintenant préciser notre idée de constitution d'un nouvel espace d'enseignement supérieur sur la base d'une nouvelle division du travail et que nous avons séparé de celui de la recherche proprement dite. Celui-ci pourrait probablement se constituer séparément en comptant davantage sur une convergence externe des compétences internationales établies à l'étranger. Il n'est plus possible aujourd'hui de mener *dans le même temps* ces deux activités. Elles n'ont plus d'unité à l'échelle de l'individu mais à celle d'un collectif de travail et, ce qui est nouveau, la taille de ce collectif est telle qu'il rend possible des économies d'échelle. Les activités d'enseignement et de recherche sont devenues des activités collectives composées de différentes tâches qui peuvent être soumises à une nouvelle division du travail. C'est dans ce sens que l'on parle d'industrialisation de l'enseignement : le métier d'enseignant chercheur dans sa généralité n'est plus un métier d'artisan mais un travail, des tâches organisées au sein d'un collectif. *L'université ressemble d'abord à une entreprise parce qu'elle ne peut plus être un collectif d'artisans.* La marchandisation concerne la valorisation du produit non son mode de production. On peut parler autrement de la socialisation de la production des services. L'enseignant ne cesse pas d'être un chercheur, ne serait ce que pour actualiser son savoir qui évolue de manière extrêmement rapide. Dans l'économie du savoir tous les individus sont des chercheurs, parce qu'ils doivent apprendre tout au long de leur vie pour enseigner ou produire un autre service, un autre bien qui ne cessera pas lui aussi d'évoluer ou de se différencier. L'unité de l'enseignement et de la recherche est toujours fondamentale mais sa diffraction dans le milieu social et technique a pris une telle ampleur, une telle vitesse, qu'elle ne peut plus être confinée à l'échelle des individus. Dans ce sens on peut annoncer la mort de l'artisan enseignant chercheur, comme le fut avant la sienne, celle du forgeron ou d'autres métiers condamné à survivre sur les marges du système pour les besoins de la mémoire sociale. *L'enseignant chercheur va devoir affronter la concurrence de l'enseignant entrepreneur étranger et plutôt que de conserver la maîtrise personnelle de l'ensemble de ses*

activités traditionnelles il va devoir la partager au sein de collectifs en mesure de prendre en charge l'ensemble des activités attachées à la fonction pour répondre à la demande et faire face à la compétition mondiale marchande. Comme nous l'avons soutenu ces collectifs ne préjugent pas des types de coordinations internes et externes dans lesquelles ils peuvent s'inscrire.

Le nouveau travail d'enseignement doit pouvoir être séparé des tâches répétitives qui peuvent être banalisées, mécanisées, automatisées à un moindre coût. Je vais ici donner un exemple. J'ai déjà soutenu dans une réflexion antérieure qu'il était possible de séparer l'enseignement de son évaluation³⁸. Je n'avais pas remarqué alors que les processus d'évaluation de la qualité dans le processus d'internationalisation relevaient d'un ordre de préoccupations similaires. Avec la massification de l'enseignement, c'est-à-dire des amphithéâtres de plusieurs centaines d'étudiants, il n'est plus possible d'évaluer individuellement de manière traditionnelle les étudiants, même dans le cadre des groupes. Ce qui fait que lorsque les enseignants sont confrontés à une telle exigence, ils y renoncent en réalité et ne l'accomplissent que de manière formelle. En vérité, l'évaluation est déjà machinale, standardisée, il manque juste l'intendance, les machines. Les moyens d'une évaluation individuelle non machinale sont hors de portée et difficile à justifier en général, presque dans tout le système éducatif pourrait-on dire dès lors qu'il y a massification. Il faut que l'évaluation se libère du rapport enseignant enseigné. On peut imaginer qu'avec un système de machines, un programme d'évaluation, la machine administrative aura le nécessaire pour évaluer les étudiants. Cette séparation de l'enseignement et de l'évaluation³⁹, s'il leur est permis d'user du système de machines et du programme d'évaluation, permet aux étudiants de s'auto-évaluer en général, d'évaluer le système d'évaluation et donc de confronter une offre académique et une demande sociale, comme cela a cours au

³⁸ Travailler mieux pour travailler plus, le Quotidien d'Oran.

³⁹ Que la massification a donc déjà établie, un peu partout et davantage dans les universités sans vieilles traditions, en s'appuyant d'abord sur la séparation du maître et du disciple que permet le diplôme d'Etat; en réduisant ensuite la relation pédagogique à un produit échangé, l'étudiant n'accompagnant plus l'enseignant dans une recherche mais lui rendant l'enseignement qu'il a reçu de lui.

niveau des universités américaines d'une certaine façon⁴⁰. Ensuite, parmi les étudiants, on pourrait distinguer ceux qui veulent juste acquérir le module, obtenir la moyenne (avec compensation ou sans) et ceux qui voudraient davantage, compenser avec un autre module ou y exceller par exemple. L'évaluation automatique pouvant aller jusqu'à des niveaux assez élevés, celle individuelle ne serait justifiée qu'au-delà. Si donc on est en mesure de séparer des tâches, de les différencier selon les moyens qui leur sont attachés, d'économiser sur un certain nombre de ceux-ci, on peut répondre aux conseils des instances des nations unies, c'est-à-dire accroître l'offre et sa qualité. Si on ajoute que la séparation des tâches permet aussi de les multiplier en les recomposant avec de nouvelles tâches, tel par exemple celles des tuteurs qui doivent accompagner les étudiants dans leur usage des produits pédagogiques standardisés on a devant soi tout le processus de multiplication des activités que donne lieu la division du travail et l'on comprend mieux les raisons qui poussent à une « industrialisation » des services. L'industrialisation n'économise pas seulement d'anciens services elle en crée aussi de nouveaux. La marchandisation ne vient qu'après dès lors que l'on veut étendre le marché à des étrangers (avec lesquels on ne peut traiter qu'en tant que tels) et que l'on veuille décomposer la responsabilité collective en individuelle et l'encadrer par un système d'incitations monétaires. Il est bon de se rappeler ici, ne serait-ce que pour simplifier, la distinction de Marx entre le processus de production et le processus de valorisation. Il y a donc le processus de différenciation séparation de l'activité en tâches et processus multiples favorisé par la possibilité d'augmentation de la production (la manufacture d'épingles d'A. Smith) ensuite il y a le passage de la forme de coordination non marchande des tâches vers celle marchande dès lors que l'inclusion s'étend à des parties qui ne font pas partie du système global d'intégration. Lorsque le coût de l'une des coordinations s'avère inférieur (théorie du coût de transaction), elle s'impose comme choix pour la société. Cela dépend positivement des possibilités de transformation et de composition des collectifs, négativement des comportements opportunistes, et l'affaire bien qu'économique de prime abord n'en est pas moins déterminée par ailleurs. Les individus

⁴⁰ Que l'on peut présenter comme celles qui grâce à leur diversité accueillent la plus forte proportion d'étudiants dans une génération au monde.

qui se rencontrent sur le marché ne sont pas toujours étrangers l'un à l'autre et le coût de l'information est plus ou moins élevé. Nous retrouvons ici la question de la configuration anthropologique des rapports entre individus, groupes, société globale et reste du monde précédant ceux de coordination économique et non économique, collective, privée et publique des activités, (voir Elinor Ostrom, prix Nobel 2009 d'économie, « la non-tragédie des communs ») et interagissant avec eux.

Avec la globalisation rapide du marché de la formation universitaire (les autres étages du système de formation vont être de plus en plus confrontés à la numérisation de l'écrit), les activités artisanales de l'enseignant-chercheur vont être l'objet d'une industrialisation, d'une production en série *pour ce qui concerne la production et la consommation de masse*, comme les autres activités artisanales passées. *Les tâches de l'enseignant chercheur sont d'une hétérogénéité qui n'est plus acceptable du point de vue de l'efficacité de la production de masse.* Avec la massification une tâche peut devenir une activité indépendante. Avec celle de l'enseignement, l'enseignant va devoir abandonner ce qui peut être mécanisée, ce que la machine peut faire mieux que lui, pour se consacrer à ce qu'elle ne peut encore faire. Quand il ne le peut pas ou ne le veut pas, il doit s'attendre à être déclassé, forcé à une déconnexion dira-t-on aujourd'hui, comme on le constate déjà dans nombre d'universités du monde. En effet, dans notre université (traditionnelle de masse, mal et sous-encadrée), les activités répétitives qui ne requièrent pas de qualifications particulières prennent une importance telle, en termes de temps, qu'elles n'en laissent guère suffisamment aux tâches qualifiées. Ce qui pousse les enseignants qui peuvent s'y soustraire à désertier l'enseignement de masse. Ainsi la tâche d'enseignement est-elle déclassée au niveau des autres tâches non qualifiées qui l'accompagnent.

Il est invraisemblable que l'on puisse continuer de parler de travail intellectuel pour ce qui concerne un travail maintenant dominé par ses tâches les plus répétitives. Réfléchir, selon *l'économie de l'attention* développée par la théorie de la rationalité limitée d'Herbert Simon, est le moyen par lequel une société comprend le monde pour s'y adapter et le transformer. Cette activité est réservée aux situations inédites, après qu'il soit associé aux anciennes situations archivées des réponses automatiques. *A tel point que l'on peut affirmer que plus une*

société est automatisée (l'encastrement de l'économie de la société paraît ainsi évidente) plus elle peut être réflexive et plus elle peut s'adapter au monde, l'anticiper et le transformer. Pensons aux capacités de l'Afrique face aux problèmes que vont lui causer les effets du réchauffement climatique. Problèmes créés par d'autres capacités, en mesure d'apporter d'autres réponses que celles que peuvent donner l'Afrique. On nous fabrique les problèmes et les solutions. Dans le monde d'aujourd'hui on n'en est jamais à traiter que de ses problèmes mais toujours de ceux du monde aussi. La solidarité internationale a ses nécessités. Avec la différenciation industrialisation de certaines tâches du travail de l'enseignant chercheur, c'est vers de nouveaux métiers et une objectivation de l'intelligence, de la mémoire collective que nous nous dirigeons. Et bien entendu l'industrie de l'informatique n'est pas loin. *La nécessité de la société globale sera de plus en plus justifiée par cette capacité à construire et gérer une telle intelligence collective.* L'industrie culturelle participe désormais de la production d'une mémoire collective qui libère l'homme des activités répétitives mécanisables et automatisables. Plusieurs métiers disposent désormais de « l'assistance » d'une intelligence artificielle qui transforme leur exercice. La mémoire de la machine est désormais plus sûre, comme l'était jadis son geste. Le métier, tel celui du médecin, consiste à mieux formuler le problème, à savoir distinguer entre son côté connu et son caractère inédit. Si on accepte ce point de vue, on comprend mieux alors que *le métier ne peut globalement rester individuel.* Afin que le *médecin ne soit pas prolétarisé et transformé en prothèse de la machine*, il doit être un acteur de la prise en charge globale de son métier. Destin très prévisible du médecin de la périphérie si le *corps des médecins* n'évolue pas rapidement. En vérité nous avons changé de processus d'individuations collectif et individuel. L'enseignant chercheur, le corps enseignant, tout comme le médecin et le corps médical ne peuvent qu'évoluer avec les milieux sociaux et techniques dont ils sont parties prenantes. Les métiers ont toujours eu besoin de corporations, ils doivent évoluer avec elles, or avec les révolutions industrielles nous sommes passés des métiers aux travailleurs collectifs comme dit Marx. C'est ce point que l'attention ne doit pas perdre de vue au moment précis où l'on constate le contraire : on se préoccupe trop des changements qui affectent le métier individuel alors qu'on est distrait des réponses pertinentes que peuvent apporter

ces corps face aux changements qui les englobent. C'est dans le cadre d'autonomies collectives que se construisent celles individuelles et pour ne pas subir un changement qui nous exproprierait des moyens de l'autonomie, il faut penser à leur construction simultanée. Pour la société globale, l'enjeu est dans le fait que la société puisse être dépossédée de sa mémoire et donc en même temps les différents corps concrets. La domination en jeu est celle du capital mort sur le travail vivant sous la direction du capitalisme ou celle du travail vivant sur le travail mort, dont il faudra inventer les modalités.

Nous l'avons titré, il est possible de transformer des faiblesses en forces, précisément parce que le milieu est plus favorable, dans les pays émergents, à l'incorporation de ces nouvelles technologies, à la construction de ces nouveaux corps parce que pour aller vite on pourrait dire qu'ils sont peu résistants, plus propices à l'innovation. Il n'y a pas de fortes traditions, d'anciennes habitudes auxquelles il faut renoncer, d'anciens corps et mécanismes qu'il faut remettre en cause. Cependant ces milieux ne sont pas sans histoire, ne sont pas des pages vierges sur lesquelles on peut écrire n'importe quoi. Les résistances peuvent surgir là où on ne les attendait pas, les forces s'avérer défailtantes là où l'on comptait sur elles. L'histoire passée de l'industrialisation dans les pays qui ont failli doit être sérieusement méditée et la société doit prendre la mesure du fait qu'une société sans université, sans pôles réflexifs ne peut s'élever au niveau d'une société. *Le problème de la démocratie étant second par rapport à celui de la souveraineté.* Une société est souveraine ou n'est pas. La souveraineté conduit logiquement à la démocratie mais pas l'inverse comme il nous est facile de constater. La démocratie est juste le moyen, le moins mauvais ou le meilleur. Une telle conscience, la démocratie au service de la souveraineté, seule peut justifier l'effort exigé.

Si donc on peut s'accorder sur le fait que l'une des tendances actuelles qui marque l'enseignement supérieur consiste en l'industrialisation des services, que celle-ci s'accompagne de la constitution d'espaces régionaux pour défendre des offres régionales dans la compétition mondiale mais pas seulement, il en découle que le système d'enseignement supérieur national doit pouvoir appartenir à un tel genre d'espace, en être un des contributeurs. Cela pourrait se traduire de la manière suivante. Les enseignements des modules de base devraient être standardisés, ne plus être l'œuvre des apprentis

chercheurs de chaque faculté, produits aux niveaux national et régional. Toutes les universités auraient à leur disposition des cours standards de bonne qualité qui ne seraient plus des productions individuelles mais collectives. Autour d'eux pourrait s'organiser une réflexion. Ensuite des collectifs plus étoffés à plus ou moins longue échéance devraient pouvoir se former, tant en ce qui concerne les étudiants que les enseignants et pouvoir interagir entre eux. Car ce sont ces collectifs les vrais moteurs qui vont donner une vie à ces produits standardisés de bonne qualité. Ce sont eux qui vont transformer le travail qu'ils incorporent en travail vivant. C'est par rapport à une certaine division du travail qu'il faudrait individualiser les unités de production. L'activité de la société pourrait être pensée au départ à partir de l'université. On pourrait distinguer trois centres de la division du travail : ceux centraux de la production du savoir, ceux intermédiaires de la transmission et ceux finaux de la consommation. Ceux centraux appartenant au système entier, ceux intermédiaires aux universités spécifiquement et ceux finaux aux services usagers, aux régions. La hiérarchie étant fonctionnelle, la circulation entre les différents centres et collectifs sera le moyen d'assurer l'unité et la différenciation de l'ensemble. La production et la consommation entrant toujours dans de nouveaux rapports. Tout cela permettrait d'assurer à la massification l'objectif de qualité (objectif dit d'efficacité dans le nouveau management public), chaque personne faisant ce qu'elle peut faire le mieux, et d'équité puisque tous les étudiants pourraient accéder aux meilleurs produits et services auxquels ils pourraient accéder, et cela permettrait de donner à l'élite un espace où elle pourrait émerger (objectif d'efficience dans le NMP).

Les objectifs d'accès quantitatif, d'efficacité qualité, d'équité et d'efficience pourraient être réalisés si on acceptait de penser la division du travail sans se faire dicter la conduite ni par le marché, la demande solvable, ni par la bureaucratie mais par les impératifs de la production de savoir et son contrôle en faveur de la société et de ses différents corps concrets.

En guise de conclusion. Il faut rendre à la pensée, et donc au vouloir sa place dans le processus de production. La manière marchande pour notre cas, aurait à mon sens le défaut de déclasser une trop grande quantité du travail social qui n'est pas à la hauteur des standards internationaux posant ainsi des problèmes insolubles de

mise à niveau. Un certain alignement social doit s'opérer qui ne soit pas par défaut : la matière de nos universités (des étudiants aux parents analphabètes) et ses moyens (des enseignants qui apprennent leur métier par eux-mêmes) ne peuvent être importés, ce sont cette matière et ces moyens qu'il nous faut transformer pour obtenir un produit de qualité de standard international. Nous avons pris la base de notre système mais nous n'avons pas encore son sommet. Sans espace favorisant l'émergence d'une hiérarchie efficace, la transformation (de la matière et du moyen de travail et donc du produit) sera ce qu'elle aura pu être. Il nous faut créer des collectifs efficaces. La compétition mondiale repose sur la qualité de ces collectifs en mesure de produire de la solidarité et de la compétition.